

Les forces de droite s'imposent et les partis écologistes réalisent une percée dans des élections européennes marquées par une abstention en hausse.

Corinne Deloy : Rédactrice de l'Observatoire des élections en Europe (OEE) de la Fondation Robert Schuman et chargée d'études à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po).

Hausse de l'abstention, progression des forces de droite et, dans une moindre mesure, des partis écologistes sont les premières leçons que l'on peut tirer au lendemain des élections européennes qui se sont déroulées du 4 au 7 juin et auxquelles étaient conviés environ 375 millions de citoyens.

Une participation toujours plus faible

La participation enregistre de nouveau un recul pour ces 7^e élections européennes, les premières à rassembler les 27 Etats membres : 43,09% en moyenne dans l'Union, soit - 2,6 points par rapport au précédent scrutin de juin 2004.

La baisse est très importante en Lituanie (20,88%, -27,5 points) où, il faut le rappeler, il y a 5 ans les élections européennes étaient couplées avec le 1^{er} tour de l'élection présidentielle ; à Chypre (59,4%, -11,7 points) et en Grèce (52,18%, -11 points). Le vote est obligatoire dans ces deux derniers Etats même si les autorités avaient annoncé qu'aucune sanction ne serait appliquée en cas d'abstention.

La participation a toutefois fortement augmenté dans 6 Etats membres : +16,5 points en Estonie (43,2%), +11,72 en Lettonie (53,06%), +11,65 au Danemark (59,5%), +8,81 en Bulgarie (37,49%), +6,53 en Pologne (27,4%) et +6 en Suède (43,8%).

Au Danemark et en Lettonie, les élections européennes étaient couplées avec un autre scrutin (référendum sur l'ordre de succession dans l'accession au trône au royaume scandinave et élections locales dans la République balte).

Dans 4 de ces 6 Etats (Estonie, Danemark, Bulgarie et Suède), les élections européennes ont donné lieu à un vote sanction contre le gouvernement en place.

Cette indifférence croissante au scrutin européen ne peut cependant être lue comme un désintérêt pour l'Europe. Ainsi, l'abstention est forte dans les Etats d'Europe centrale et orientale qui sont pourtant, selon les enquêtes Eurobaromètre, les plus satisfaits de l'appartenance de leur pays à l'Union et les plus favorables à une plus grande intégration européenne. La faible participation doit également être lue au regard de celle que l'on observe depuis plusieurs années aux élections nationales au sein de chacun des Etats membres. Dans la grande majorité des 27 pays, les électeurs sont en effet de moins en moins nombreux à se rendre aux urnes pour chaque élection nationale.

Une poussée des forces de droite

Insécurité, immigration et environnement, tels sont les 3 enjeux que les Européens jugeaient, à quelques jours du scrutin, les plus importants. Les résultats de ces élections européennes qui ont vu les forces de droite et du centre-droit gagner du terrain sur les sociaux-démocrates n'ont donc rien de surprenant. En effet, les partis de droite et de centre-droit sont traditionnellement jugés les mieux placés pour répondre à ces questions que les sociaux-démocrates ont longtemps ignorées ou considérées comme des problèmes uniquement sociaux. Par ailleurs, les partis écologistes, qui ont fait une campagne très européenne et centrée sur les problèmes environnementaux, réalisent un bon résultat et enregistrent une hausse notable à ce scrutin européen.

Dans 11 des Etats membres où les forces de droite sont au pouvoir, celles-ci arrivent en tête des élections. La Slovaquie est le seul pays où Direction (SMER) le parti de gauche du Premier ministre Robert Fico, remporte le scrutin.

Les partis de droite font l'objet d'un vote sanction dans 2 Etats : en Grèce où le PASOK recueille 36,7% des voix pour 32,3% à la Nouvelle démocratie du Premier ministre Costas Caramanlis et à Malte où avec 55% des suffrages, le Parti travailliste (MLP) devance le Parti nationaliste (PN) au pouvoir (41%).

Dans 3 autres pays (Estonie, Danemark et Suède) gouvernés à droite, un parti de gauche arrive également en tête des élections : en Estonie où le Parti du centre (KE) recueille 26,4% pour 15,3% au Parti de la réforme (RE) du Premier ministre Andrus Ansip ; en Suède où le Parti social-démocrate (SAP) obtient 24,6% et au Danemark où le premier parti d'opposition (Parti social-démocrate) recueille 21,2% des suffrages et devance, de très peu cependant, le Parti libéral (V) du Premier ministre, Lars Loekke Rasmussen.

8 Etats membres gouvernés par les forces de gauche ont accordé la majorité de leurs voix à des partis de l'opposition de droite : la Hongrie, l'Espagne, le Portugal, la Bulgarie (qui pourrait confirmer ce résultat lors des élections législatives qui se dérouleront dans le pays le 5 juillet prochain), l'Autriche, la Slovénie, Chypre et le Royaume-Uni. En Roumanie, le Parti social-démocrate (PSD) et le Parti démocrate-libéral (PDL), alliés au gouvernement, sont quasiment à égalité.

Enfin, l'Union civique (Pilsoniska Savieniba), parti créé en 2008 par l'ancienne Commissaire européenne, Sandra Kalniete, a réalisé une percée en Lettonie en arrivant en tête avec 24,33%. Dans cette République balte en proie à une crise économique aiguë, le vote reste très divisé entre les électors letton et russophone. Comme lors du précédent scrutin européen de 2004, les deux partis russophones, le Centre de l'harmonie (SC) et Pour les droits de l'homme en Lettonie unie, recueillent 19,53% et 9,62%. La tête de liste du Centre de l'harmonie, Alfred Rubiks, ex-Premier secrétaire du Parti communiste letton, emprisonné pour haute trahison entre 1991 et 1997 pour son soutien à la répression soviétique au moment de l'indépendance de la Lettonie, représentera donc la République balte au Parlement européen.

Les formations écologistes sont les autres vainqueurs de ces élections européennes. Les Verts obtiennent de bons résultats dans plusieurs pays, notamment en Belgique, en France, en Allemagne ou en Grèce.

L'ensemble de ces résultats dessinent un Parlement européen plus à droite que celui de la précédente législature même si, en raison de la diminution du nombre des députés (de 785 à 736), la grande majorité des groupes politiques enregistrent un recul (en points) de leur influence à l'exception des Verts (+ 1,4 point) et des non-inscrits (ce dernier groupe qui accueille des « nouveaux » députés devrait cependant voir son poids diminuer dans les semaines à venir, ses membres étant appelés à rejoindre l'un ou l'autre des groupes existants).

Des extrêmes et des eurosceptiques contenus

Ces 7^e élections européennes n'ont pas donné lieu à une poussée des extrêmes, à l'exception de quelques pays, et notamment en Autriche (17,8%), en Finlande (14%) et en Hongrie (14,77%) où les forces d'extrême droite sont en nette hausse. Les partis d'extrême gauche en revanche restent stables, voire enregistrent un recul par rapport au précédent scrutin de 2004. Cas particulier : les Pays-Bas, où le Parti de la liberté (PPV) de Geert Wilders, formation populiste d'extrême droite, recueille 17% des suffrages et arrive en 2^e position derrière la formation du Premier ministre Jan Peter Balkenende, l'Appel chrétien-démocrate (CDA). Au Royaume-Uni, où le Parti national britannique (BNP) obtient ses premiers sièges au Parlement de Strasbourg, le Parti pour l'indépendance du royaume (UKIP), seule formation politique à prôner le retrait du pays de l'Union européenne, continue sa progression dans un contexte de grave crise politique. Enfin, on notera la percée en Autriche de la liste conduite par l'eurosceptique Hans-Peter Martin, ancien membre du Parti social-démocrate (SPD), qui améliore de 4 points son résultat de 2004. Un résultat que les sondages n'avaient pas anticipé.

La publication dans les prochains jours des résultats définitifs et surtout la distribution des sièges au Parlement nous éclaireront sur le rapport de forces politiques révélé par ces élections européennes et nous permettront de dessiner de manière précise le visage du nouveau Parlement européen.

Liens utiles :

Retrouvez tous les résultats détaillés pays par pays sur notre site internet :
www.elections-europeennes.org

[**Cliquez ici pour visualiser la nouvelle composition de l'hémicycle**](#)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.